

Project Name Morocco-Morocco Education Reform Support (@)
 Region Middle East and North Africa Region
 Sector System Reform & Capacity Building
 Project ID MAPE43412
 Borrower(s) GOVERNMENT OF MOROCCO

Implementing Agency

Address MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
 Agent d'exécution :
 Bab Rouah, Rabat, Royaume du Maroc
 Contact Person: M. Ahmed LAMRINI,
 Secrétaire Général, Ministère de
 l'Éducation nationale
 Tel: 212.37.68.15.09
 Fax: 212.37.77.20.42
 Email: lamrini@men.gov.ma

Environment Category C
 Date PID Prepared March 6, 2001
 Projected Appraisal Date August 16, 2001
 Projected Board Date November 5, 2001

1. Country and Sector Background

Principaux problèmes sectoriels et réponse stratégique du Gouvernement : Principaux problèmes sectoriels Situation macro-économique. Un pays à revenu moyen, ayant en 1999 un PNB d'environ 1 250 dollars EU par habitant, le Maroc avait néanmoins 19 % de sa population (ou 5,3 millions d'habitants) qui vivaient en 1998 en dessous du seuil de pauvreté (Etude sur la mesure des niveaux de vie [EMNV] 1998-99). Malgré une dette extérieure en baisse et un taux d'inflation réduit, la croissance économique est en déclin depuis les années 1970 - en raison surtout d'un secteur agricole en stagnation et un faible taux d'investissement. Inadéquation avec le marché du travail. La structure de l'économie a changé : le secteur agricole, qui en 1980 comptait pour 26 % du PIB, compte aujourd'hui pour 16 %, tandis que le secteur des services a vu sa part passer de 44 à 54 % durant la même période. Le marché du travail exige maintenant une main d'oeuvre mieux instruite, et donc, un système éducatif mieux à même de la fournir. A l'heure actuelle, un enseignement qui produit de jeunes sans-diplômes (et même de jeunes diplômés) n'ayant pas pour la plupart les connaissances requises par les entreprises, en parallèle à l'exode rural, a contribué à faire augmenter le taux de chômage (à 23 % au cours du dernier trimestre de 1999). Le chômage sévit surtout parmi les pauvres en milieu urbain (31 % en 1998) et les jeunes (30 % parmi les personnes âgées de 15 à 24 ans en 1997). Faible rendement scolaire. Une comparaison internationale des acquis scolaires des élèves de 8e année en mathématiques et en sciences, menée en 1999 dans 38 pays (dont quatre de la région MNA), montre combien le Maroc doit avancer pour devenir concurrentiel sur la scène mondiale. En effet, la note moyenne des élèves marocains était en 37e position dans les deux épreuves, bien en dessous de celle des élèves jordaniens, et ce, quoique le taux de

scolarisation au niveau de la 8e année soit plus élevé en Jordanie qu'au Maroc et que le PNB par habitant du Maroc et de la Jordanie soit comparable. Schémas 1 et 2 : Par ailleurs, des études comparatives sur l'analphabétisme chez la population adulte alimentent les préoccupations quant à la qualité des enseignements fournis par le système éducatif marocain. Si on ne prend que les jeunes âgés de 15 à 24 ans (afin de mesurer l'impact du système éducatif tel qu'il est maintenant plutôt que tel qu'il a été par le passé), les taux d'analphabétisme sont presque le double de ceux des pays de la région et quatre fois plus élevés que ceux des PRMI (voir le tableau 1). Cette faible qualité est d'autant plus préoccupante que le Maroc est concurrencé par d'autres pays dans une économie mondialisante, basée sur les industries des connaissances. Pour devenir lui-même concurrentiel, le Maroc a besoin plus que jamais d'une population éduquée, dotée de compétences de base (et parfois avancées) en langues, mathématiques, sciences et technologies.

Tableau 1 : Taux d'analphabétisme chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans (1998)

Pays	Taux
Maroc	25,83
Algérie	32,42
Tunisie	13,61
Egypte	45,18
Turquie	13,40
MNAPRMI	72,51
Hommes	35,13
Femmes	38,32

Source : Banque mondiale, base de données SIMA. Faible participation. Les résultats obtenus par le Maroc sont de loin inférieurs à ceux de pays comparables. Les taux de scolarisation sont plus faibles, et l'écart se creuse au niveau de l'enseignement secondaire (voir le tableau 2). En dépit des progrès réalisés au cours des années 1990, le Maroc est bien en arrière des pays voisins surtout lorsqu'on considère l'augmentation du PIB par habitant depuis 1980 (voir le schéma 3). Non seulement le système éducatif marocain exclut certains groupes d'enfants, mais aussi ne retient pas assez bien ceux qu'il inscrit en début d'année. Tandis que 95 % des enfants algériens et 92 % des enfants tunisiens entrant en 10^{ème} année du primaire arrivent à passer en 5^{ème} année, le taux au Maroc n'est que de 75 %.

Tableau 2 : Taux de scolarisation net (1997)

Pays	Primaire	Secondaire
Maroc	77,96	38,69
Algérie	100,95	74,75
Tunisie	100,87	94,75
Egypte	100,10	58,66
Turquie	100,10	73,91
MNAPRMI	77,96	38,69
Grèce	100,00	100,00
Portugal	100,00	100,00

Source : Banque mondiale, base de données SIMA. Schéma 3 : Scolarisation et revenu national (1980, 1990, 1997) Source : SIMA. Ecarts entre les sexes. Les écarts entre filles et garçons aux niveaux primaire et secondaire sont plus prononcés au Maroc que dans la région prise dans son ensemble (voir le tableau 3). Ce phénomène est lié au fait qu'au Maroc, la majorité des enfants déscolarisés habitent en milieu rural. Dans ces zones, les valeurs culturelles font en sorte que les parents hésitent souvent à inscrire leurs filles à l'école à moins qu'elle ne soit à proximité du village, n'ait un personnel enseignant entièrement ou partiellement féminin et soit dotée d'installations sanitaires et d'une clôture. Les efforts consacrés depuis un certain temps par le GRM pour scolariser plus de filles commencent à porter leurs fruits : le taux de scolarisation net des filles en milieu rural est passé de 28 % en 1991 à 47 % en 1998 (EMNV). Par ailleurs, une fois entrées à l'école primaire, les filles ont à peu près les mêmes taux de redoublement et d'abandon que les garçons. Des progrès de ce genre donnent beaucoup d'espoir, et offrent des indications quant aux interventions les plus prometteuses pour le futur (voir ci-après).

Tableau 3 : Taux de scolarisation féminine par rapport au taux de scolarisation masculine par niveau (1997)

Pays	Primaire	Secondaire	Supérieur
Maroc	74,86	90,83	90,83
Algérie	74,88	95,88	72,86
Tunisie	99,96	103,10	70,70
Egypte	80,66	54,68	109,92
Turquie	21,30	100,00	100,00
MNAPRMI	74,86	90,83	90,83
Grèce	100,00	100,00	100,00
Portugal	100,00	100,00	100,00

Source : Banque mondiale, base de données SIMA. Dépenses publiques inéquitables. De 5,0 % du PIB en 1997, les dépenses publiques totales de l'éducation se situent légèrement en dessous de la moyenne des pays de la région MNA (5,4

%) et tout près de la moyenne des pays à revenu moyen inférieur (PRMI) L'année 1997 est la dernière pour laquelle ces données comparatives sont disponibles.. Le budget de l'Etat pour l'éducation, tous sous-secteurs confondus, a été de 5,8 % du PIB en 1998 et de 5,9 % en 1999 (c-à-d. un peu plus élevé que la moyenne internationale). Environ 40 % de ce budget sont affectés au premier cycle de l'enseignement primaire, 22 % au second cycle de l'enseignement primaire, 21 % à l'enseignement secondaire, et 17 % à l'enseignement supérieur. Ces proportions ont été constantes depuis quelques années. Or, au Maroc, le montant dépensé par étudiant dans l'ES est 4,8 fois plus important que celui dépensé par élève au primaire ; ce rapport est de 1,3 en Grèce, de 1,2 au Portugal et de 1,0 en Espagne. Tant au primaire qu'au secondaire, la part du budget affectée aux intrants hors salaires, qui risque de contribuer à l'amélioration de la qualité de l'enseignement, est de loin inférieure à la moyenne des pays de l'OCDE, mais comparable à celle de pays tels le Portugal et la Turquie (voir le tableau 4).Tableau 4 : Pourcentage des dépenses courantes affecté aux éléments hors salaires (Maroc 1999, autres pays 1997)MarocJordanieOCDEGrècePortugalEspagneTurquie1. Primaire/ secondaire64202161592. Supérieur33na3342282133Source : (Maroc) budget du MEN et du MES ; (autres pays) OECD Education at a Glance 2000Conclusions. Les premières conclusions à tirer de cette analyse des dépenses et résultats du système éducatif marocain ont trait à la qualité des résultats, la répartition des ressources, et l'efficacité avec laquelle elles sont utilisées. Les chiffres soulignent des problèmes d'accès et de qualité : trop d'enfants n'arrivent pas à apprendre, se démoralisent, redoublent une année ou deux, et finissent par abandonner complètement leurs études. Le défi majeur est de pouvoir généraliser la scolarité et d'en améliorer la qualité sans pour autant avoir à augmenter à long terme le budget au-delà des tendances actuelles. Ceci implique inévitablement un changement du rôle du GRM et des communautés dans le secteur de l'éducation, et appelle par ailleurs la réaffectation des ressources entre sous-secteurs (formel, non formel, primaire, secondaire, supérieur, formation professionnelle et alphabétisation) et une utilisation plus efficace de celles-ci. Vu que l'inefficacité actuelle du système provient en grande partie du redoublement et de l'abandon des élèves, une approche axée sur la qualité des résultats scolaires risque d'augmenter le rendement interne, tout en améliorant les acquis scolaires des jeunes. Dans cette optique, le GRM pourrait augmenter la part du budget consacrée aux intrants hors salaires, réviser les programmes d'études, former des enseignants, se pencher sur la question de la langue d'enseignement, et améliorer l'évaluation des élèves et des établissements scolaires.Réponse stratégique du GouvernementLe GRM est conscient du défi auquel le pays fait face dans le domaine de l'enseignement, et a depuis quelques années fait quelques progrès. La scolarisation primaire a augmenté de façon spectaculaire : le taux de scolarisation net chez les enfants âgés de 6 à 11 ans a accusé une hausse de 15 points depuis cinq ans. Des données tirées des études sur les ménages montrent également que le taux de scolarisation net chez les filles issues de ménages pauvres vivant en milieu rural a doublé entre 1991 et 1998, passant de 18 à 36 % (voir aussi le schéma 1). La participation active des ONG à la prestation de services éducatifs - dans les écoles non formelles et les centres d'alphabétisation des adultes - constitue une innovation prometteuse.La Charte nationale d'éducation et de formation et les lois et textes d'application afférents établissent un cadre réglementaire permettant d'accélérer ces progrès. CONTENU DE LA CHARTE...

2. Objectives

Objectif(s) de développement du projet :Ce projet, qui est la première opération du PARSEM, vise à faire démarrer la mise en oeuvre de sa réforme du système éducatif dans les meilleures conditions, et en particulier, à renforcer la capacité des institutions du système éducatif à gérer la mise en oeuvre de la réforme, à améliorer la qualité de l'enseignement et à augmenter la capacité d'accueil du réseau d'établissements scolaires.

3. Rationale for Bank's Involvement

Valeur ajoutée par l'appui de la BIRD à ce projet :Une longue relation avec le GRM dans le secteur de l'éducation (depuis les années 1960) ;Connaissances en matière de réforme du système éducatif basées sur des expériences dans plusieurs pays développés et en voie de développement.

4. Description

Composantes du projet :Renforcer la capacité institutionnelle. TRANCHE VERTICALE DU SYSTEME (services centraux du MEN, AREF, délégation provinciale, établissement, communauté)Améliorer la qualité de l'enseignement de base. PEDAGOGIE DE LA REUSSITE: CURRICULA, METHODOLOGIE PEDAGOGIQUE (Y COMPRIS DIMENSIONS LINGUISTIQUES, diglossie arabe, langues berbères, langues étrangères)Augmenter la capacité d'accueil du système scolaire. AXEE SUR UNE CONCEPTION NOUVELLE DE L'ECOLE INTEGREE A LA VIE COMMUNAUTAIRE

Renforcer la capacité institutionnelle du système éducatif
Améliorer la qualité de l'enseignement de base
Augmenter la capacité d'accueil du système scolaire

5. Financing

Total (US\$m)
Total Project Cost

6. Implementation

Dispositifs institutionnels et modalités d'exécution :

7. Sustainability

8. Lessons learned from past operations in the country/sector

Leçons tirées et intégrées dans la conception du projet :VOIR SURTOUT LE RAPPORT DE HELEN ABADZI.

9. Program of Targeted Intervention (PTI) N

10. Environment Aspects (including any public consultation)

Issues :

11. Contact Point:

Task Manager
Regina Maria Bendokat
The World Bank
1818 H Street, NW
Washington D.C. 20433
(202) 458-2352

12. For information on other project related documents contact:

The InfoShop
The World Bank
1818 H Street, NW
Washington, D.C. 20433
Telephone: (202) 458-5454
Fax: (202) 522-1500
Web: [http:// www.worldbank.org/infoshop](http://www.worldbank.org/infoshop)

Note: This is information on an evolving project. Certain components may not be necessarily included in the final project.

This PID was processed by the InfoShop during the week ending May 18, 2001.